

[Texte]

• 1610

The Chairman: It was a very short bill. When I started I said we would go ahead until we got to clause 5 and hope he gets here by then.

Mr. Langdon: But I was here 10 minutes after the meeting was due to start.

The Chairman: I started exactly 10 minutes late. I looked up—

Mr. Langdon: If that is the case, you must have done it within about a minute.

The Chairman: It probably took us 30 seconds to pass the bill.

Mr. Langdon: As I say, what could not be worked out—

The Chairman: You could find out from the record, but it probably wasn't more than 30 seconds.

Mr. Langdon: As I say, I regret what I took to be a fairly clear understanding from yesterday. There will be a great deal more to consider within the House in relation to Bill C-60, and I am sure we will revisit the events of the committee as well as the events of our discussion with officials. I look forward to that, Mr. Chairman.

The Chairman: Okay, thank you.

I would invite the Department of Finance officials to introduce themselves and to give any comment they may have with regard to the bill.

Mr. Peter DeVries (Director, Fiscal Policy Division, Department of Finance): Mr. Chairman, I have with me today Ray Tallin and Sonia Beaulieu, both from legal counsel.

We have already made a number of remarks before this committee, so we have no further comments to make at this time.

Mr. Langdon: In the original material that dealt with this legislation, were there indications that much of the thinking of the department had been influenced by the budget control-of-spending approach in the United States? Could the officials indicate which parts of the approach taken in the legislation were especially influenced by the U.S. legislation?

Mr. DeVries: Mr. Langdon, if you check the background material we submitted when we presented this bill to the committee back in July, what we basically did was to do a comparison between the legislation the government was proposing and the legislation that had been in effect in the United States—the Gramm-Rudman-Hollings bill, as well as the new Budget Enforcement Act.

We did not say that we did a comparison with respect to what we were doing and what the United States was doing. What we tried to do was to ensure that the shortcomings in the U.S. bill were not reflected in our bill. As far as which issues we took from the U.S. bill, we basically started from scratch and then compared it to the U.S. bill to ensure that our bill would be tighter than theirs.

[Traduction]

Le président: Le projet de loi était très court. J'ai donc décidé que nous commencerions en espérant que vous seriez arrivé avant que nous n'en soyons à l'article 5.

M. Langdon: Je suis arrivé 10 minutes après l'heure à laquelle la séance devait commencer.

Le président: J'ai commencé avec exactement 10 minutes de retard. J'ai regardé. . .

M. Langdon: Si c'est le cas, vous avez dû terminer l'étude en moins d'une minute.

Le président: Ça nous a probablement pris 30 secondes.

M. Langdon: Comme je l'ai dit, les points sur lesquels nous ne pouvions pas nous mettre d'accord. . .

Le président: Vous pourriez vérifier dans le procès-verbal, mais ça n'a probablement pas pris plus de 30 secondes.

M. Langdon: Comme je l'ai déjà dit, je regrette qu'on n'ait pas respecté une décision qui m'avait semblé assez claire hier. La Chambre est loin d'en avoir terminé avec le projet de loi C-60 et je suis certain que nous aurons l'occasion de revenir sur ce qui s'est passé au comité et également sur vos discussions avec les fonctionnaires. Je suis impatient d'en être là, monsieur le président.

Le président: D'accord, merci.

Maintenant, j'invite les représentants du ministère des Finances à se présenter et à formuler des observations au sujet du projet de loi.

M. Peter DeVries (directeur, Division de la politique fiscale, ministère des Finances): Monsieur le président, je suis accompagné aujourd'hui de Ray Tallin et de Sonia Beaulieu, tous deux conseillers juridiques.

Nous avons déjà fait part à ce comité d'un certain nombre d'observations et, pour l'instant, nous n'avons rien à ajouter.

M. Langdon: Pouvait-on déduire de la documentation qui accompagnait ce projet que le ministère avait été passablement influencé par le système de contrôle des dépenses budgétaires qui existe aux États-Unis? Pouvez-vous nous dire quels éléments du projet de loi ont été particulièrement influencés par la législation américaine?

M. DeVries: Monsieur Langdon, si vous consultez la documentation que nous avons soumise quand nous avons déposé ce projet de loi au comité en juillet dernier, vous y trouverez une comparaison entre le projet de loi présenté par le gouvernement et la loi qui est en vigueur aux États-Unis, le bill Gramm-Rudman-Hollings, ainsi que la nouvelle loi sur l'exécution du budget (Budget Enforcement Act).

Nous n'avons jamais prétendu faire une comparaison entre ce que nous faisons et ce qui se faisait aux États-Unis. Par contre, nous avons essayé d'éviter dans notre projet de loi certaines erreurs qui avaient été commises dans le bill américain. Quant à savoir quels sont les éléments du bill américain dont nous sommes inspirés, nous sommes en réalité partis de rien et c'est seulement après avoir élaboré notre projet de loi que nous l'avons comparé à leur législation pour nous assurer que le nôtre était plus solide.